

Conseil métropolitain de Toulouse Métropole

23 juin 2022

Intervention d'Odile Maurin

Délibération 14.6 : Silver Economie : adhésion au Clusterlab Silver Occitanie et adoption d'une convention de partenariat

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Vous souhaitez adhérer à un consortium qui, je cite, « souhaite répondre aux enjeux de la Silver Economie ». Nous avons été étonnés par le choix de ces mots, « enjeux de la silver économie », pourquoi ne pas parler directement de répondre aux besoins des personnes âgées, de leur fournir des conditions de vies dignes et de respecter leur autonomie et droits fondamentaux ?

La réponse est claire lorsqu'on parcourt la délibération et le rapport d'activité du Clusterlab : cette organisation à laquelle participent plusieurs collectivités fait le choix de l'économique plutôt que du social.

Ainsi, les productions de ce « Clusterlab » sont des aides aux entreprises, pas aux personnes âgées. L'objectif visé s'arrête, je cite à nouveau, à « Accompagner et détecter l'innovation et le développement d'entreprises sur 4 dimensions ». A aucun moment les besoins réels des personnes âgées ne sont évalués ou pris en compte pour juger des résultats de cette organisation.

Au programme des activités du cluster : livrets et conférences. Par exemple, comment bénéficier de plus d'aides publiques, comment développer son « agilité » ou encore comment profiter du « potentiel du soin digital » (alors même que les personnes âgées sont les premières concernées par la fracture numérique) ...

On découvre aussi en lisant le dossier que quand vous parlez de ces « 25 millions de personnes en France qui auront plus de 60 ans en 2060 » ces 25 millions de personnes ne sont vus que comme des consommateurs ou usagers potentiels, juste comme une possibilité de croissance économique. Et on met même un vernis plus glamour en désignant ce business avec un mot anglais : « silver » (qui veut dire argent, pour la couleur des cheveux et non pour l'argent qu'on espère tirer d'eux, paraît-il). Parler des vieux/des personnes âgées en employant les termes courants, ce n'est visiblement pas assez attrayant. Pourtant, à aucun moment les personnes âgées ne se désignent elles-mêmes comme des « silver ».

Mais encore faudrait-il que nos aînés soient impliqués pour que ce secteur le remarque. Je me suis intéressée à la liste des parties prenantes dressée pour l'organisation du SILVER OCC TOUR.

Je la reprends pour vous, nous avons :

- Les donneurs d'ordre, soit les établissements et services médico-sociaux et sanitaires, collectivités locales et EPCI et les établissements recevant du public
 - Les prestataires de services
 - Et les partenaires : la presse, la protection sociale, les institutions publiques et collectivités locales...
- C'est tout. A aucun moment dans les parties prenantes ne sont mentionnés ou invités les premiers concernés : les personnes âgées.

Croyez-vous que, si elles avaient été là, les enjeux prioritaires qu'elles auraient identifiés auraient été « le tourisme des seniors », le « thermalisme », « la réalité virtuelle, les serious games et applications mobiles », la « smart Région » ou encore « l'urbanisme intelligent » ? Car ce sont ces thèmes qui ont été présentés et discutés.

Remarquez par ailleurs que ceux que l'on désigne comme des donneurs d'ordre sont les établissements et services médico-sociaux et sanitaires, ces lieux où on ségrègue les personnes âgées, où on les prive de leur autonomie et où ils sont sujets à des maltraitances, nous l'avons encore vu récemment.

Alors que quand nous écoutons les personnes âgées et leurs familles, nous entendons plutôt « comment vais-je pouvoir demeurer dans mon lieu de vie avec toutes les aides humaines et techniques nécessaires au plus près et comment ne pas ruiner ma descendance en finissant en EHPAD plus connus pour leur rentabilité que pour accueil dans le respect des droits fondamentaux de nos aînés ».

Nous ne voyons ainsi aucun intérêt à adhérer à ce consortium et nous nous opposons fortement à des dépenses en terme de finances et de temps des agents et élus dans ce projet si éloigné de la réalité de nos citoyens les plus âgés.